

interrogation

BULLETIN ŒCUMENIQUE

N° 3 / AVRIL 1992
PARAIT 8 FOIS PAR AN

# A pauvreté, pauvreté et demie

Lecture du Monde du 19 Février *«Le Directeur général du FMI encourage les Autorités du Pérou à la persévérance...»*

Persévérance des sacrifices draconiens demandés à la population...
A une population

Visite d'inspection...: Bravo, vous avez réduit l'inflation de 40% en 1990 à 3,5% en janvier:
«Il faut continuer avec fermeté... La misère peut être éliminée...
Si chacun met du sien pour combattre, la misère et le terrorisme...»

Les ressources fiscales doivent passer de moins de 8% du PNB en 1991 à 16% en 1995...

Lutte à couteau tiré entre l'exécutif et le législatif, caisse de résonance de la population et des laissés-pour-compte qui luttent pour leur survie

Austérité draconienne... Pour qui...?
Eliminer la pauvreté... Comment...? Et le terrorisme...?

Mais il y a quelques mois dans le Monde du 4 août 1991
Il était fait allusion aux salaires de Messieurs les Directeurs
du FMI et de la Banque Mondiale, 27% d'augmentation de salaire
Faut bien pouvoir faire face...
De 225 000 à 290000 dollars. Pas sérieux ont quand même dit certains...
Pas plus de 280 000 dollars!!!

Dans un bel ensemble, il a été décidé
285 000 dollars par an (l'inflation, le chien, les aspirines,...)
Le treizième salaire?

Mais semble-t-il...
C'est qu'ils ne voulaient pas gagner moins que le Président de la Banque Européenne, qui va gagner 290 000 dollars par an.
Pour enseigner aux Pays de l'Est
Les vertus de la rigueur de l'économie de marché...

«Tenez bon...
Ne vous laissez pas troubler
Par les rumeurs inquiètes
De la population en proie à la misère...»

Ce n'est certainement pas très dogmatique... mon truc
Mais...

*Gilbert Zbären*





# Priez votre Père

Priez-vous?

A la question posée directement par un de mes amis, je n'ai pas su répondre oui, je ne pouvais pas répondre non.

Car, je prie... parfois. Je dois avouer que c'est une question embarrassante. Je veux vous en parler, car je crois que la prière est importante dans la vie d'un chrétien, et franchement je ne sais pas par quel bout commencer.

J'ai toujours assimilé l'action de prier au verbe «demander». Donc, j'hésite à le faire, car il me semble prétentieux de demander pour soi ou pour les siens. Même Jésus dans le Jardin des Oliviers a prié pour que Dieu éloigne de lui la coupe amère, et après a ajouté, «mais, qu'il se fasse selon ta volonté».

Si je confie mon destin dans les mains du Seigneur, à quoi bon prier... Il sait où j'en suis, ce que je fais et ce qu'il me faut. Le Lui rappeler ne me semble pas correct.

La définition de la prière est, selon le Petit Larousse: honorer ou implorer. C'est étrange qu'un mot signifie deux choses si différentes comme sont honorer ou glorifier et demander ou implorer.

Mon ami me disait que prier, c'est aussi écouter Dieu et pas seulement l'interpeller. Si nous admettons que Dieu est amour et que son amour s'adresse à chacun-e, il faut avouer que nous Lui faisons souvent la sourde oreille. Mais, comment l'écouter?

L'honorer, le glorifier, c'est lui dire merci pour la vie, qu'Il m'a donnée et je ne peux pas lui dire merci, la vie me semble parfois trop cruelle... L'implorer, lui demander ce qui me manque à moi, aux miens ou au monde... et s'Il ne me le donne pas? Ne serais-je pas aigrie?

Oui, c'est vrai, j'ai de la peine à prier, si prier est rendre gloire ou demander.

Mon ami a eu ce mot pour me dire comment il entendait la prière:

«C'est comme au magasin, tu demandes ce que tu veux. S'il n'y en a pas, tu ne l'auras pas. Mais, comment veux-tu qu'on te le donne si tu ne fais pas ta demande?»

Bon, moi je crois que Lui il est au courant de mes besoins!

Mais, quand même, prier devrait être comme avoir une conversation à bâtons rompus avec son père, ou sa mère. Je leur raconte des choses, je les écoute, on se demande des choses, on se rend service, selon les pouvoirs de chacun.

Prier est alors une sorte de dialogue que j'ai avec cette petite voix tout au fond de moi, qui me dit de ne pas m'angoisser, qui me fait honte quand je ne suis pas «nette», qui me torture la nuit quand je me suis laissée emporter par mon esprit guerrier, dévastant les gens et les choses sur mon passage. Ce qui m'oblige le lendemain à esquisser un geste de tendresse envers les uns ou les autres, en espérant qu'ils comprennent, et que cela suffit!

C'est aussi cette voix qui me dit son bonheur devant une belle journée, un travail bien fait, une famille qui «va»...

Ce n'est pas dans un grand édifice que je trouve les moyens de prier. C'est en prenant le temps de m'écouter, de L'écouter. Il faudra que je trouve donc le temps de le faire. Il est aussi important pour mon âme d'apprendre à prier, que pour un enfant qui naît d'apprendre à respirer.

Je veux apprendre aussi à demander (ça va être plus dur!), je sens que mon «ego» a besoin d'apprendre cela maintenant. C'est trop facile de se dire qu'Il sait tout, je crois qu'Il a aussi besoin d'entendre:

«Je t'aime, Tu sais. Je t'aime quand tout va bien, je t'aime quand tout va mal. Mais quand tout va mal, il faut que Tu m'aides autrement parce que je ne suis pas courageuse, je me résigne et je tourne la page, mais ce n'est pas ça le courage. Le courage est de voir la vie et ses chagrins en face et de l'aimer encore. Et sachant que Tu es avec moi la charge sera moins lourde car nous la porterons à deux.»

*Régina Mustieles*



# Juste une dernière chanson...

Fin de journée,
La Radio suinte de douces mélodies.
Pas mal de paroles, de commentaires.
Les nouvelles de temps en temps,
Le rythme habituel...

Emission spéciale
Avec l'un des «Monstres» du Reggae
Interview exclusif.
Souvenirs, engagements...
Chansons engagées, militantes...
La montée du succès...
Des disques d'Or...
La foule des concerts...

L'évocation d'autres Grands disparus.

Et puis vers la fin de l'émission
Les dernières questions

«Imagine,

Tu viens de mourir...
Tu es dans ton cercueil...
Mais, tu as encore juste la possibilité
De choisir un dernier morceau,
Une dernière chanson...
Laquelle???»

(Laquelle de ses chansons,
De ces grands succès...)

Silence (court)

Et l'on entend cette grande figure
De la musique Reggae
Fredonner tranquillement...

Puis ajouter les paroles

«Le Seigneur est mon berger...
Rien ne saurait me manquer...»
...
Moment d'arrêt, de perplexité
Du journaliste...

«Tu es croyant...?»

Oui...

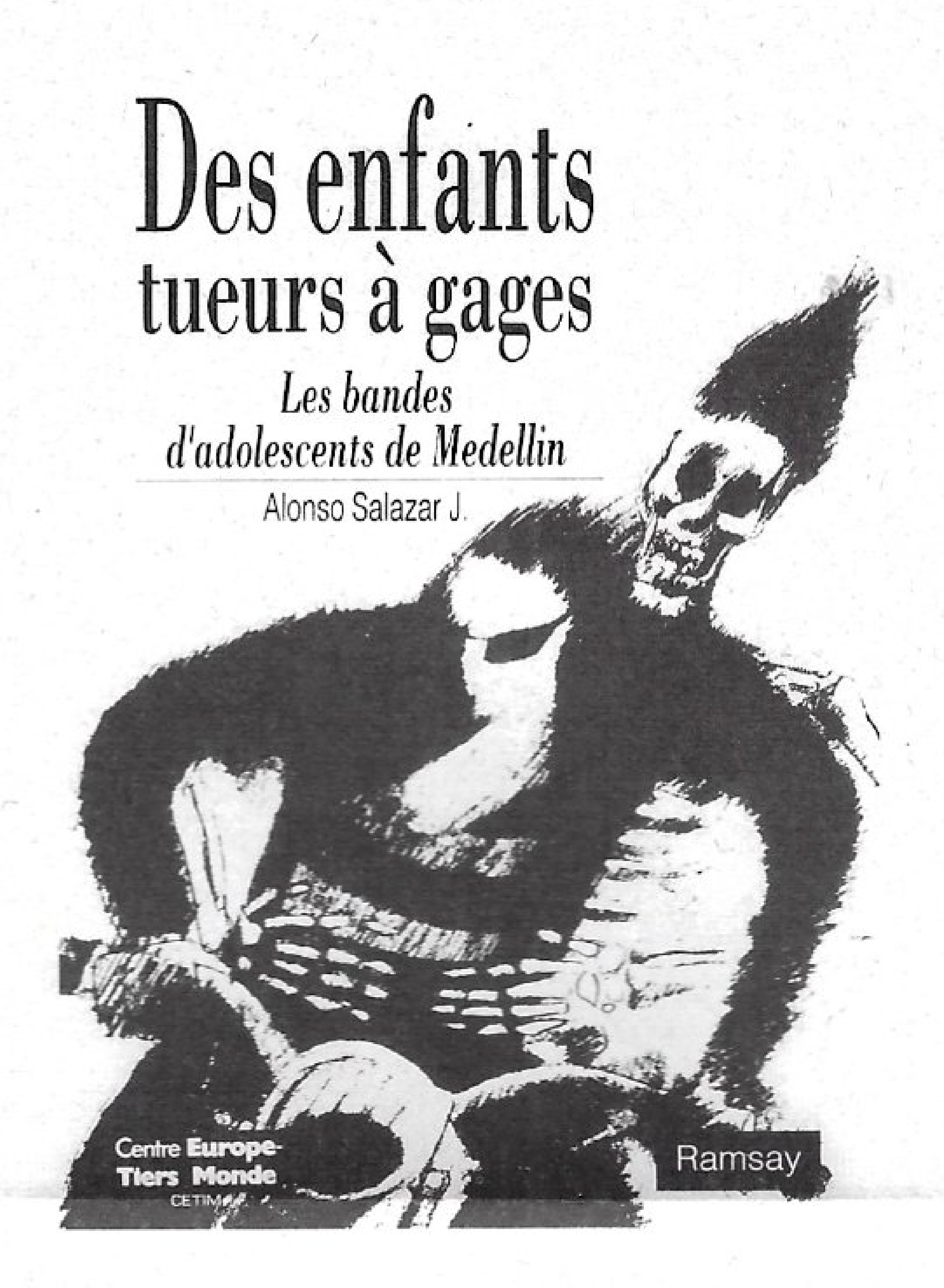
*Gilbert Zbären*





# Des enfants tueurs à gages

**Les bandes d'adolescents de Medellin**
**Alonso Salazar J.**
*Editions Ramsay – Cetim (Centre Europe-Tiers Monde)*




C'est dans les quartiers abandonnés de Medellin, en Colombie, dont les ruelles de terre dévalent les pentes de la montagne, que se trouve le vivier des narcotrafiquants qui recrutent les sicarios, petits tueurs à gages qui ont fait de la mort une véritable industrie. Ici, le revenu mensuel d'une famille se situe entre 40 000 et 80 000 pesos (200 à 400 francs). Or, la plupart des logements possèdent des équipements électroménagers et audiovisuels ultra-modernes. Le plus souvent réfrigérateurs, machines à laver et télévisions ont été dérobés ou payés avec de l'argent sale.

Constitués en bandes redoutables, les sicarios ne tuent ni pour se droguer, ni par défi à la société. Ils considèrent le meurtre comme un travail spécialisé.

Selon Alonso Salazar, trois éléments de la tradition les animent: le goût du lucre, le sentiment religieux et l'esprit de représailles. Dans cette province, la contrebande – drogue, café, cigarettes – a toujours fait partie de la vie et même l'aristocratie industrielle en a bénéficié. L'Etat est pratiquement absent. Les armes se trouvent facilement: policiers et militaires sont les premiers à les vendre.

La génération actuelle de sicarios cherche, d'après l'auteur, a être «protagoniste dans une société qui leur a fermé les portes». Peu leur importe de tuer... ou de mourir. Les bandes durent peu. Souvent, elles s'entretuent. L'âge moyen des victimes d'homicides a baissé à Medellin: 70% d'entre elles ont entre 14 et 20 ans...

L'enquête du journaliste Alonso Salazar menée dans le cadre du CINEP de Medellin (Centre de recherche et d'éducation populaire) souligne le poids terrifiant des narcotrafiquants dans la société colombienne. On y tue pour survivre. Tueur à gages: un «boulot» comme un autre.

**A commander au:**
CETIM, 37 quai Wilson, CH-1201 Genève, Tél. (022)731 59 63
Prix: Frs. 25.– + port.

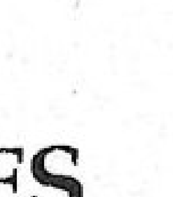
# L'empire du chaos

**Samir Amin**
*L'Harmattan 1991, 140 p. Frs. 23,80.*

Après l'effondrement des régimes à l'Est et la guerre du Golfe, Samir Amin dresse un tableau de la situation économico-politique de la planète. Il analyse tout d'abord la nouvelle mondialisation du capital, source du chaos, dès lors qu'il n'y a pas de coïncidence entre la géographie des pouvoirs politiques et l'expansion mondiale du capital. La polarisation du pouvoir économique aux Etats-Unis, en Europe et au Japon accentue le conflit centre/périphérie où se trouvent la majorité des peuples de la planète. Pour l'auteur la déconnexion, c'est-à-dire la séparation des choix économiques internes de ceux qui gouvernent le système mondial, pourrait permettre aux pays du sud de sortir de l'impasse. Cette déconnexion implique cependant l'hégémonie, dans les pays de la périphérie, de forces nationales populaires basées sur la démocratie politique. A moyen terme, Samir Amin considère que le monde verra l'accentuation des conflits Nord-Sud.

Un ouvrage à lire, au moment où les chantres du néolibéralisme nous prédisent un «avenir radieux». Les éléments d'analyse du rôle de la Banque mondiale et du FMI intéresseront toutes celles et tous ceux qui se posent des questions au sujet de l'adhésion de la Suisse à ces institutions.

**A commander chez:**
Librairie Que Faire, 1 place des Grottes, CP 2005, 1211 Genève 1, tél. (022) 733 62 37.





# Le point sur la décennie œcuménique de la solidarité des Eglises avec les femmes

**Genève (Soepi) – La Décennie œcuménique de la solidarité des Eglises avec les femmes (1988-1998) avait été lancée par le Conseil Œcuménique des Eglises (COE) pour mettre sur pied une structure permettant aux Eglises d'exprimer, de façon tangible, leur solidarité avec les femmes.**

Lors du lancement de ce programme, il avait été décidé qu'une réflexion critique serait nécessaire, à mi-parcours, pour faire le point et trouver les moyens de réaliser tous les objectifs de la décennie.

En vue de cette réflexion, un certain nombre de femmes, des membres du personnel du COE et 18 représentantes de Conseils d'Eglises régionaux et nationaux, se sont rencontrées du 10 au 18 février à l'Institut œcuménique de Bossey, près de Genève. Ces dernières ont présenté les rapports d'activités des Eglises et des organisations de femmes de diverses régions du monde.

Les participantes ont mis l'accent sur trois problèmes prioritaires qui exigent une plus grande solidarité de la part des Eglises: la crise économique mondiale et le fardeau qui pèse sur les femmes en raison des programmes d'aménagement de structures imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale; la violence exercée à l'encontre des femmes dans l'Eglise et la société; le racisme et la xénophobie et leurs conséquences pour les femmes.

Elles ont aussi remarqué que les problèmes concernant la participation des femmes dans l'Eglise sont toujours préoccupants. Elles ont souligné en particulier certains enseignements et pratiques de l'Eglise qui, selon elles, empêchent la pleine participation des femmes à la vie de l'Eglise.

Les participantes ont aussi proposé que les Eglises membres du COE observent un jour de prière à la mi-décennie, entre Pâques et Pentecôte, l'an prochain, afin de raviver à nouveau les objectifs de la Décennie.

Elles ont aussi suggéré l'envoi d'équipes œcuméniques auprès de toutes les Eglises membres du COE, au niveau régional et national, et la préparation d'une documentation, comprenant du matériel d'études bibliques, des questions à débattre, des études de cas pour guider les équipes œcuméniques dans leur réflexion, ainsi qu'une série d'affiches sur les questions considérées comme prioritaires.

*Tiré de Soepi (Service Œcuménique de Presse et d'Information) No 7, 59 année, 6 mars 1992.*


# DÉFENSE DU FRANÇAIS

**BULLETIN ÉDITÉ PAR LA SECTION SUISSE DE L'UNION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES ET DE LA PRESSE DE LANGUE FRANÇAISE**

20, avenue du Temple, 1012 Lausanne

Paraît dix fois par an / Prix de l'abonnement pour les non-membres : 25 francs (compte de chèques postaux : Lausanne 10-3056-2)

N° 317 — Février 1992


Dans INTERROGATION ? (bulletin oecuménique, rédaction à Lausanne) : « *Singapore*, l'Helvétie asiatique » – Photo : « Le port de *Singapore* » – Dans le texte : « Tout est *clean* à *Singapore*... » Oecuménisme doit-il rimer avec anglicisme ?

*Le Monde,* mardi 3 mars 1992

Après le vote du Conseil de sécurité portant création d'une Autorité provisoire

# *L'ONU au chevet du Cambodge*

**Depuis le 28 février, les Nations unies ont officiellement mis sur pied leur dispositif d'intervention au Cambodge. Le représentant spécial du secrétaire général prendra prochainement ses fonctions à Phnom-Penh, où M. Boutros Boutros-Ghali est attendu en avril. L'opération de sauvetage du Cambodge peut commencer. Elle sera difficile.**

Enfin ! Après quatre mois d'attente, le Conseil de sécurité des Nations unies a créé, vendredi 28 février, l'Autorité provisoire (APRONUC) chargée de ramener la paix dans ce pays ravagé par plus de vingt années de guerres et de drames et d'y instaurer les prémices d'un système démocratique. Sa formation avait été décidée, le 23 octobre 1991, lors de la Conférence de Paris sur le Cambodge. Désormais, la lente et lourde bureaucratie onusienne peut s'atteler à la tâche la plus importante de son histoire : elle dépasse en effet en ampleur non seulement l'intervention de l'ONU en ex-Yougoslavie, mais même celle au Congo dans les années 60.

La communauté internationale ne peut que s'en réjouir. D'autant plus que la mise sous tutelle du Cambodge – devenu un protectorat vietnamien après avoir été le charnier des Khmers rouges et le champ de tir des B-52 américains – n'a pu voir le jour que grâce au « nouvel ordre international » et à la fin de la guerre froide. Nul ne saurait cependant s'en réjouir davantage que les Khmers eux-mêmes, auxquels l'arrivée de l'APRONUC promet la paix, le retour chez eux de 350 000 réfugiés et de dizaines de milliers de personnes déplacées, et, pour la première fois, le choix de leur destin par le biais d'élections libres.

Mais, derrière ces congratulations, aussi justifiées soient-elles, se cache une brutale réalité que l'APRONUC aura de la peine à prendre à bras-le-corps pendant les quinze mois de sa brève mission. Un passé à exorciser, un pays à reconstruire, des armées et des bandes à démobiliser et à remettre au travail, une population qui doit recouvrer confiance en elle-même et dans l'avenir, des factions politiques le plus souvent préoccupées de leur propre pouvoir ; mais aussi un budget de fonctionnement encore à obtenir et 22 000 hommes à envoyer sur place, *« casques bleus »*, policiers et administrateurs. Sans compter les myriades de mines à désamorcer.

Il aura fallu un trimestre pour que le secrétaire général de l'ONU nomme son représentant spécial, le Japonais Yasushi Akashi, et qu'une avance de 200 millions de dollars soit débloquée. Or, on estime entre 1,8 et 1,9 milliard de dollars le coût de l'opération Cambodge. Et ce à un moment où l'ONU fait face à de sérieuses restrictions budgétaires et à d'autres opérations coûteuses et urgentes, en particulier entre la Serbie et la Croatie. Or, point d'argent, point de paix. Il faudra aussi que les organisations internationales accélèrent la sélection de leurs experts à dépêcher – dans le sens propre du terme – sur place.

### *La menace khmère rouge*

Pour accélérer le mouvement, la France avait proposé que le représentant spécial soit désigné pendant la Conférence de Paris. Le formalisme a été préféré à l'efficacité, alors que l'APRONUC aurait dû prendre ses fonctions immédiatement. La dégradation de la situation qui a suivi ce vide de pouvoir aurait pu, et dû, être évitée.

Ainsi, après des manifestations en décembre à Phnom-Penh contre la corruption, violemment réprimées, est venu le temps des attentats politiques qui ont causé la mort d'un opposant et en ont blessé un autre. Les « durs » de Phnom-Penh autour de l'« homme fort » Chea Sim (président du Parlement), ex-communistes convertis de dernière minute au multipartisme, en ont profité pour renforcer leur main aux dépens des « modérés » tel le premier ministre Hun Sen. Ils ont, par exemple, modifié la structure du ministère de l'intérieur pour tenter de soustraire à l'APRONUC une partie de la police.

Beaucoup plus grave, les Khmers rouges en ont profité pour tenter d'étendre leurs bases. La semaine dernière, des guérilleros ont ouvert le feu sur un hélicoptère – français – de l'ONU qui survolait une de leurs zones, blessant le numéro deux de la Mission préparatoire onusienne (MIPRENUC). Ils continuent de refuser l'inspection des « casques bleus » et de représentants des autres factions sous prétexte qu'ils ont peur des *« espions »*, et autres *« agents vietnamiens »*. En fait, ils jouent des faiblesses et de la lenteur de l'ONU. Certes, ils savent qu'ils ne sont pas populaires et qu'ils ont toute chance de perdre les élections de mai 1993. Mais ils se préparent déjà à tirer avantage de la faiblesse du pouvoir qui sortira des urnes.

Enfin, les deux grands voisins du Cambodge, Thaïlande et Vietnam, n'ont pas renoncé à leur lutte d'influence. S'il n'est plus question de démembrer ce qui reste de l'ancien empire d'Angkor, la pression démographique et politique reste forte tout le long de frontières encore contestées par endroit. Un échec de l'ONU ne ferait qu'affûter ces ambitions rentrées.

Seul véritable point d'ancrage de la paix et du retour à un état de droit, le prince Norodom Sihanouk. Apôtre ardent de l'indépendance nationale depuis des décennies, « Prince papa » a – à sa manière, souvent tortueuse et imprévisible – tout fait pour que son pays ne disparaisse pas de la carte de l'Asie. Il s'est un temps appuyé sur les Khmers rouges, a noué de bonnes relations avec M. Hun Sen, sans jamais rompre ni avec ses alliés occidentaux comme la France ni avec la Chine.

### *Eviter les « pratiques du passé »*

Mais le prince n'est plus tout jeune – il est né en 1922 – et certains de ses rivaux jouent la montre dans l'espoir de prendre sa place. Sa succession n'est pas assurée, ses deux fils les plus proches ayant, l'un, Sihamoni, rallié le régime de Phnom-Penh, et l'autre, Ranariddh, pris la tête de la faction sihanoukiste. Enfin, la petite équipe qui l'entoure est mal armée pour gérer le pays dans des circonstances aussi difficiles. Et le contexte actuel n'encourage guère les Khmers exilés à rentrer au pays.

La tâche de l'ONU s'annonce donc redoutable. En particulier celle de désarmer et de cantonner toutes les forces en présence. Et, tout d'abord, de les dénombrer en vue d'en démobiliser dès le début 70 %. Tous les moyens seront bons, en particulier parmi les guérilleros ou les supplétifs gouvernementaux, pour faire échapper au recensement un maximum d'hommes, et dissimuler un maximum d'armes. Les factions les plus fortes, Khmers rouges et gouvernementaux ex-communistes, vont s'efforcer, l'une d'interdire son territoire aux inspections, l'autre de soustraire à l'APRONUC un maximum de pouvoir. En même temps, elles feront leur possible pour prendre le contrôle des réfugiés qui auront quitté leurs camps à la frontière thaïlandaise pour rentrer au pays.

Il faut donc espérer que M. Akashi et son équipe sauront faire preuve de détermination, d'autorité, d'audace et, quand le besoin s'en fera sentir, de force pour amener à résipiscence les contrevenants aux accords. Il faudra qu'ils en aient non seulement la volonté, mais les moyens politiques et matériels. Il faudra que les signataires de l'accord, à commencer par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'ASEAN et le Japon – « patron » économique de la zone – ne se défaussent pas de leurs responsabilités et fassent preuve de générosité envers un peuple que leurs erreurs et leurs faiblesses passées ont plongé, en 1970, dans une guerre qu'il n'avait pas voulue, et qui lui aura coûté des millions de morts. Sinon, tout risque d'être à refaire : la communauté internationale aura donné la preuve, encore une fois, de son inefficacité. Et les *« pratiques du passé »* risquent de *« se reproduire »* au Cambodge, selon le terme pudique employé par la résolution 945 de l'ONU pour définir la terreur de Khmers rouges toujours en embuscade.

PATRICE DE BEER



*Le Monde*, mercredi 19 février 1992

Les difficultés de la politique libérale du président Fujimori

# Le directeur général du FMI encourage les autorités du Pérou à la persévérance

**Depuis deux mois, les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI) et adoptées par le gouvernement péruvien sont remises en cause par le Parlement, qui reflète les inquiétudes d'une population en proie à la misère. M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, est venu encourager les autorités à tenir bon.**

LIMA

*de notre correspondante*

Après dix-huit mois d'ajustements structurels draconiens dictés par le Fonds monétaire international, le Pérou, accablé par le coût de la politique économique ultra-libérale, ne va-t-il pas déclarer forfait à mi-parcours comme l'a fait avant lui la Zambie?

Cette question est sans aucun doute la clé du séjour de quarante-huit heures effectué par M. Michel Camdessus à Lima. Se voulant rassurant, le directeur du FMI a déclaré à ses multiples interlocuteurs : *« Vous êtes sur la bonne voie. Il y a de l'espoir (l'hyper-inflation mensuelle a été ramenée de 40 % en 1990 à 3,5 % en janvier 1992). Mais il faut continuer »*... Il a ajouté avec fermeté : *« La pauvreté peut être éliminée si chacun met du sien pour combattre la misère et le terrorisme, et apporte des ressources qui permettent la modernisation de l'infrastructure du pays... Mais il n'est pas possible que le reste du monde se mobilise pour le Pérou si les Péruviens créent eux-mêmes la misère. »* En clair, M. Camdessus attend du Pérou que les ressources fiscales passent de moins de 8 % du PIB (produit intérieur brut) en 1991 à 16 % en 1995 pour que le déficit budgétaire soit épongé et que le processus de vente des entreprises publiques soit accéléré.

La visite de M. Camdessus est plus une visite d'inspection que de protocole. Il faut dire que les circonstances l'y obligent. Le pouvoir législatif, caisse de résonance des inquiétudes de la population – celle des laissés-pour-compte qui luttent pour leur survie, comme celle des chefs d'entreprise qui sont obligés de déclarer le lock-out de leurs usines ou de leurs mines, – est à couteaux tirés avec l'exécutif depuis près de deux mois et les mesures d'austérité adoptées par celui-ci sont souvent remises en cause par le Parlement.

## Etat d'urgence

Ce qui a été acquis en un an et demi (essentiellement le contrôle de l'hyper-inflation et la réinsertion au sein du système financier international), au prix d'énormes sacrifices de la part des Péruviens, risque d'être fragilisé par un coup de barre protectionniste.

C'est ainsi que, tout dernièrement, le Parlement a déclaré en état d'urgence – pour cinq ans – le secteur agraire. *« C'est une loi inacceptable car elle remet en cause toute la politique du régime »*, a commenté immédiatement le président Alberto Fujimori. Un autre front s'est ouvert au sein de l'exécutif, cette fois lorsque le ministre de l'énergie et des mines, M. Jaime Yoshiyama, partisan pourtant de la politique néolibérale, a demandé une réévaluation du dollar pour sauver son secteur de la faillite, car la parité du dollar est maintenue artificiellement à la baisse à cause du flux des « coca-dollars », et des capitaux étrangers attirés par les taux bancaires extrêmement élevés.

*« Je sais que la situation sociale est dramatique*, a reconnu M. Camdessus. *Et je le déplore. Mais je dois ajouter que les souffrances de la population ne sont pas une conséquence du programme adopté, mais une séquelle des anciennes politiques erronées. »* Il a réclamé un surcroît de sacrifices à la population *« parce qu'il existe deux dangers : d'une part la lassitude, conséquence de l'ajustement* [que ressentent les Péruviens], *mais aussi la lassitude de ceux qui les aident* (la communauté internationale) *»*.

Le départ de M. Camdessus a coïncidé avec l'appel à la *« grève armée »* lancée par l'insurgé parti communiste Sentier lumineux pour le vendredi 14 février. L'influence des groupes armés sur l'économie du pays et celle des « narcodollars » sont deux des variables dont le FMI n'a pas tenu compte lorsqu'il a imposé un programme économique néolibéral. Cela explique en partie pourquoi l'édifice économique s'est mis à chanceler.

NICOLE BONNET





# Et si Jésus refusait le développement?

Cette question, suggérée par le livre d'Axelle Kabou «Et si l'Afrique refusait le développement?», surgit à la lecture des récits des tentations de Jésus (Evangiles de Matthieu et de Luc, chapitre 4). Ces récits sont traditionnellement lus au cours du Carême, puisqu'ils placent Jésus en quarantaine dans le désert. Quarante jours pour prendre du recul, pour faire retraite, pour se mettre au vert comme on dit aujourd'hui. Quarante jours pour mieux comprendre le sens de notre vie et mieux pénétrer les conditions de notre vie.

«Il était conduit dans le désert par l'Esprit». Alors dans le sec et l'aride jaillit la nécessité de manger de peur de mourir de faim. Des pierres ou du pain? Alternative millénaire de la lutte des hommes et des femmes pour survivre. Efforts inlassables en vue d'améliorer nos conditions de vie en osant croire que nous ne sommes pas condamnés au désert.

Des pierres ou du pain! Slogan qui sonne comme le résumé de toutes nos campagnes de développement qui proposent ce libre passage du «désert» à la terre cultivée, de l'«ignorance» à l'alphabétisation. Chacun peut ici prolonger, en fonction de ses projets, la liste de ces passages proposés de l'aridité à la vie.

Alors Jésus répond: «L'homme et la femme ne vivent pas de pain seulement, mais de toute parole sortant de la bouche de Dieu». Refusant de se laisser entraîner dans le miracle de la fertilité du désert, Jésus nous invite à revoir le fondement de tout développement. Le passage de la pierre au pain n'est pas suffisant, il ne s'agit pas seulement de manger ou de lire pour vivre, il faut encore se tourner vers Celui qui donne la vie. Sa mise en garde est claire: Je refuse le développement qui met en évidence la capacité de l'homme de transformer à coups de miracles économiques les conditions de vie, car il contient en germes la tentation de se passer de Dieu, de se priver de sa parole pour ne compter que sur soi-même et garantir sa propre survie.

Jésus refuse donc cette alternative: des pierres ou du pain. Il nous invite à apprendre à dire: des pierres, et du pain, et la parole qui vient de Dieu! Une fois encore l'Evangile quitte le terrain de l'exclusion propre au langage économique, il nous propose de placer au souffle de la parole tout ce qui compose notre existence. Alors il se pourrait bien que notre regard sur toute condition de vie se mette à changer car il verrait en même temps les ombres et les lumières, les temps d'aridité et les temps de fertilité. Il verrait tout cela avec en plus l'intime conviction que Dieu est à l'œuvre au milieu de nos pierres et de nos pains, qu'il travaille dans nos déserts et nos champs cultivés. Ainsi au lieu de nous heurter à toutes les divisions qui semblent constituer notre monde entre le Nord et le Sud, les nourris et les affamés, nous pourrions oser une parole qui s'enracine dans la découverte de Celui qui n'a pas cédé à la tentation de consacrer ces divisions par un acte spectaculaire. Il a simplement remis les pendules à l'heure. Il a rappelé que l'amélioration des conditions de vie qui est indispensable, perd de son sens si du même coup on oublie la source-même de toute vie.

*Olivier Labarthe*




# Mais au fait... qui et quoi défend-on vraiment

Il n'est pas possible de comparer l'armée, la défense nationale, la justice sociale, l'éducation, c'est vrai... mais je n'arrive pas, à ne pas me dire que... si...
Suivant nos alliances, suivant notre vision des choses c'est vari qu'on voit autrement... Et au fait qui, quoi, défend-on vraiment? Petit découpage sur 4 pages... sans morale, mais... *Gilbert Zbären*

## Notre honte

**Le projet socialiste de revenu minimum garanti tombe à pic. Il surgit au moment même où l'opulente Helvétie découvre son chômage et ses pauvres. Mais ce nouveau combat de la gauche modérée ressemble peu aux précédents.**




D'habitude, le Parti socialiste, comme l'Union syndicale sa complice, sait surtout se mobiliser en faveur des travailleurs actifs. Il y en a de pauvres, c'est vrai. Mais les vrais exclus sont le plus souvent, pour lui, hors de portée.

Pire! Les vrais pauvres sont les oubliés de notre société. Dans leur immense majorité, ils vivent hors de l'orbite des partis, des syndicats, des groupes d'intérêt. Votant peu, faiblement organisés, ils intéressent peu de monde. Est-ce une coïncidence? Les écologistes, novices en la matière, furent parmi les premiers à parler d'un revenu minimum garanti.

Eh bien, il faut que cela change. Les pauvres sont la honte de nos civilisations prétendument avancées. Et un ou deux partis ne suffiront pas au travail. C'est toute la classe politique, ce sont tous les citoyens organisés qui doivent maintenant se rassembler. Cette tache doit être effacée.

Georges Plomb

Pas d'argent, pas de réfugiés! On leur coupe les vivres, ils ne viendront donc plus. Pourtant, il y a peu, on invitait l'étranger, quand il y avait une prospérité à faire fleurir sous l'habileté corvéable de ses mains.

INSOLITE

## Le braqueur s'excuse, puis s'en va!

«L'argent ou je tire», a ordonné un homme mardi soir en menaçant d'une arme de poing la propriétaire, âgée de 62 ans, d'un petit magasin d'alimentation à Zurich. «Tire donc, je n'ai pas d'argent», a répondu la commerçante. Décontenancé, le braqueur a rangé son arme, puis a quitté le magasin en marmonnant «Excusez-moi». C'est ce qu'a indiqué hier la police municipale de Zurich. (ap)

## Révélation effrayante

Révélation effrayante: oui, il existe une Suisse pauvre. De nombreuses enquêtes se recoupent. Seules divergent les estimations chiffrées. Une recherche de 1987 évalue la Suisse pauvre à 400 000 personnes. Une autre, publiée en 1988 (et se référant à l'année 1982), propose une fourchette de 170 000 à 570 000.

Des travaux dans les cantons sont plus inquiétants encore. On parle de 15% de pauvres au Tessin, de 14,2% à 19,3% à Neuchâtel, de 15% à nouveau à Bâle-Ville, auxquels il faut ajouter 10% de personnes menacées de pauvreté. C'est fou.

## Les plus pauvres de tous

Les proportions de pauvres les plus fortes, selon l'enquête de 1988, se retrouvent dans ces groupes:

| | |
|---|---|
| Personnes sans activité lucrative | 34% |
| Femmes divorcées | 27% |
| Retraités de plus de 80 ans | 20% |
| Femmes célibataires | 17% |
| Retraités entre 70 et 79 ans | 15% |
| Ménages d'une seule personne | 15% |
| Ensemble de la population | 9% |

Ce n'est pas tout. La vie moderne bouleverse les équilibres sociaux. Un mariage sur trois est dissous. Une famille sur cinq est monoparentale. Ces gens comptent parmi les plus touchés par la pauvreté.



*Le Nouveau Quotidien,* 18 mars 1992

# *Le projet «Armée suisse 1995» fait fausse route*

*Les négociations sur le désarmement sont bloquées, car les bureaucraties militaires s'accrochent à leurs prérogatives.*

*Jean Ziegler**

Apparemment c'est mal parti: du fait de la désintégration de l'Union soviétique, de la Fédération yougoslave et de la dégradation de quelques Etats nationaux, les négociations sur le désarmement de Vienne, celles sur le contrôle et l'élimination des armes chimiques de Genève, sont pratiquement à l'arrêt. Dans le monde où nous vivons, l'élimination des arsenaux détenus par les Etats ne peut se faire que d'une façon négociée, synchronique, internationalement contrôlée.

Or quand la légitimité ou même l'identité du négociateur sont douteuses, le processus est bloqué. Qui peut s'engager à démanteler les navires à propulsion nucléaire de la flotte anciennement soviétique de la mer Noire alors que les gouvernements de Kiev et de Moscou se disputent le commandement de la flotte? Les Etats de la CEI ont sous les armes 4 millions d'hommes – 300 000 sont encore stationnés hors des frontières de l'ancienne URSS. Les quinze républiques de l'ex-URSS déclarent toute démobilisation massive impossible car les soldats (et leurs familles) démobilisés ne trouveraient ni travail ni logement hors des casernes.

Les absurdités d'ailleurs ne sont pas toutes orientales. Regardons la France: François Mitterrand dans le crépuscule de son règne refuse toute suppression de son absurde force de frappe. Or, dans les silos du plateau d'Albion dans les Alpesde Haute-Provence, des fusées sont toujours pointées sur le territoire de l'ancienne RDA – sur Dresde, Leipzig et Erfurt. L'Allemagne est réunifiée depuis deux ans, mais Mitterrand refuse de démanteler ses fusées!

Nous sommes donc confrontés à un paradoxe: le pouvoir communiste qui, jusqu'en 1985, a couvert le tiers des terres de la planète, s'est – en grande partie – effondré sous l'action de sa propre corruption. La menace militaire communiste très réelle avant 1985, et qui avait pendant des générations servi de prétexte au surarmement de l'Occident, a disparu. Mais l'Occident ne désarme qu'à peine. Partout les bureaucraties militaires sont en place, leur agressivité rentrée comme des bêtes sauvages provisoirement calmées par un choc.

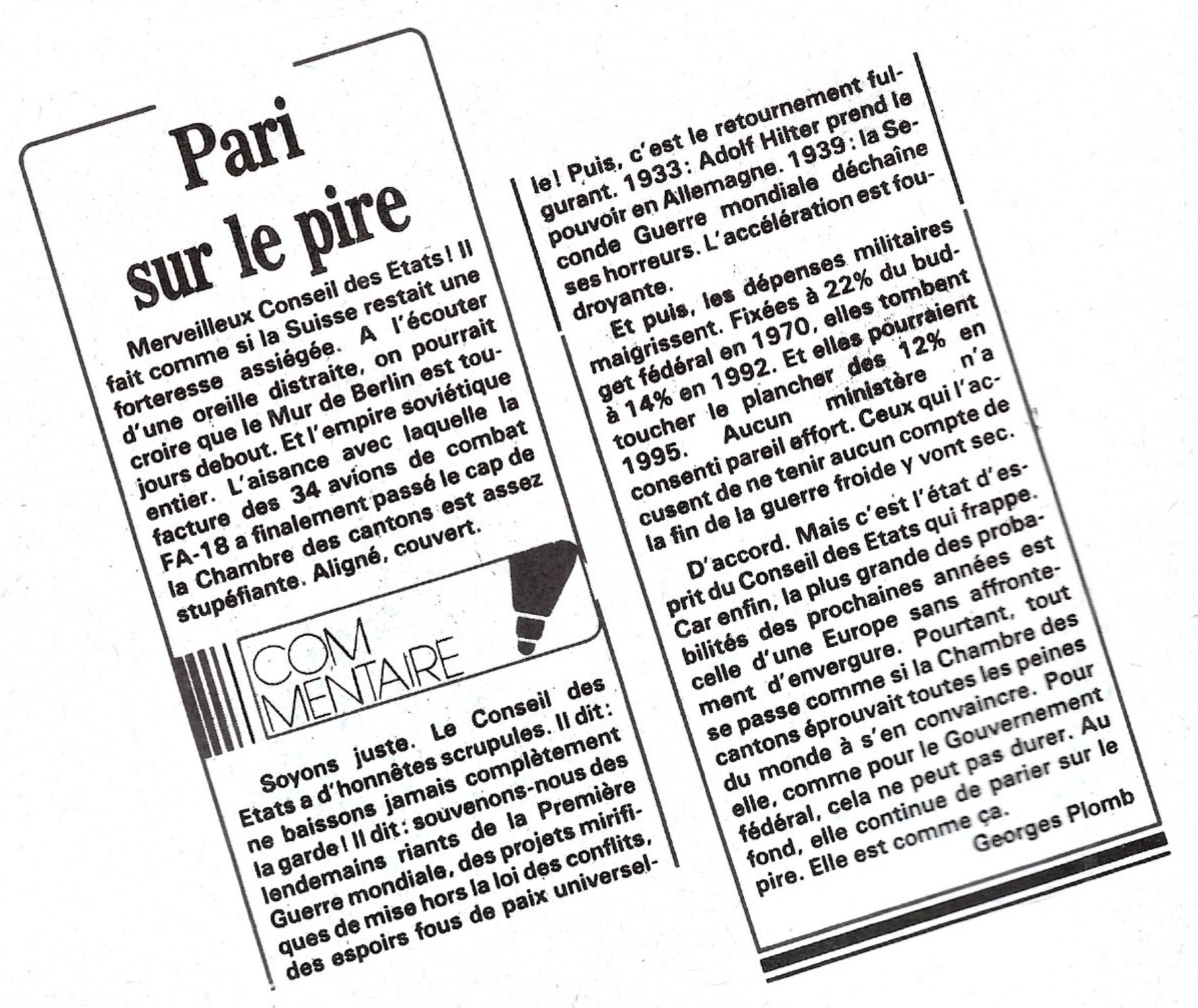
L'évidence est là: aussi longtemps que subsistent des bureaucraties militaires agressives, de quelque nationalité qu'elles soient, aussi longtemps que des armes nucléaires, chimiques, biologiques ou autres s'entassent par milliers de tonnes dans les arsenaux, la vie de chacun de nous est en danger.

Que peuvent faire face à cette situation mortellement dangereuse les femmes, les hommes ordinaires, c'est-à-dire vous et moi? Il faut lutter contre la déraison là où le hasard nous a posé. Nous vivons en Suisse. Or, la «nouvelle» politique militaire de notre pays est grotesque. On dirait que le Conseil fédéral vit sur la lune, ne connaissant rien ni de l'évolution politique de l'Europe, ni des aspirations claires et profondes de l'immense majorité des citoyens.

Trente-quatre avions de combat américains F-18 pour un prix global provisoire (mars 1992) de 3,6 milliards de francs suisses... alors que l'économie s'effondre, les déficits budgétaires se creusent, le chômage augmente et les locataires attendent avec angoisse la sixième augmentation des taux hypothécaires. Kaspar Villiger, ministre de la Défense, tente bravement de résister aux énormes pressions de ses colonels, très intimement liés à l'industrie d'armement et aux seigneurs de la grande banque multinationale. Il n'y réussit que très médiocrement: le plan de réforme de l'armée («Armée 1995») est révoltant! Il heurte la raison. On réduit le nombre des soldats, officiers de 650 à 480 000, introduit une périodicité plus longue pour les cours de répétition (deux ans)... mais augmente le budget militaire!

Que faire? Se joindre au grand et admirable mouvement démocratique déclenché par le GSSA (Groupe suisse sans armée) pour obtenir le référendum populaire sur les dépenses militaires, le démantèlement de la bureaucratie militaire – dangereuse, inutile et largement parasitaire – et l'instauration d'une politique de paix qui, au lieu de verser des milliards à des fabricants d'armes américains, s'occuperait enfin des personnes âgées, des chômeurs, des malades et des locataires en Suisse et des agonisants dans le tiers monde. □

**Conseiller national genevois et socialiste.*



## Pari sur le pire

Merveilleux Conseil des Etats! Il fait comme si la Suisse restait une forteresse assiégée. A l'écouter d'une oreille distraite, on pourrait croire que le Mur de Berlin est toujours debout. Et l'empire soviétique entier. L'aisance avec laquelle la facture des 34 avions de combat FA-18 a finalement passé le cap de la Chambre des cantons est assez stupéfiante. Aligné, couvert.

COMMENTAIRE

Soyons juste. Le Conseil des Etats a d'honnêtes scrupules. Il dit: ne baissons jamais complètement la garde! Il dit: souvenons-nous des lendemains riants de la Première Guerre mondiale, des projets mirifiques de mise hors la loi des conflits, des espoirs fous de paix universelle! Puis, c'est le retournement fulgurant. 1933: Adolf Hitler prend le pouvoir en Allemagne. 1939: la Seconde Guerre mondiale déchaîne ses horreurs. L'accélération est foudroyante.

Et puis, les dépenses militaires maigrissent. Fixées à 22% du budget fédéral en 1970, elles tombent à 14% en 1992. Et elles pourraient toucher le plancher des 12% en 1995. Aucun ministère n'a consenti pareil effort. Ceux qui l'accusent de ne tenir aucun compte de la fin de la guerre froide y vont sec.

D'accord. Mais c'est l'état d'esprit du Conseil des Etats qui frappe. Car enfin, la plus grande des probabilités des prochaines années est celle d'une Europe sans affrontement d'envergure. Pourtant, tout se passe comme si la Chambre des cantons éprouvait toutes les peines du monde à s'en convaincre. Pour elle, comme pour le Gouvernement fédéral, cela ne peut pas durer. Au fond, elle continue de parier sur le pire. Elle est comme ça.

Georges Plomb

?

*Bulletin GSsA*, 10 février 1992

## RENONCER D'ABORD AU SUPER-FLU...

En période d'économies,toute personne raisonnable renonce d'abord à ce qui lui manquera le moins. La raison aurait-elle décidé de déserter la coupole fédérale? A moins que les raisons soient autres...

Mais, trente-quatre super jouets volants sont-ils vraiment préférables à la réussite scolaire de nos enfants, à la dignité de nos aîné(e)s, à une population en bonne santé?

Une armée forte et coûteuse apportera-t-elle plus de sécurité que le droit au travail pour cinquante-mille familles de salarié(e)s?

**Je me suis souvent demandé pourquoi il était si facile d'obtenir de l'argent pour certaines choses et si difficile pour d'autres... pas vous?!!!**

### L'argent a beaucoup d'odeur

A cela s'ajoutent les rumeurs de gros sous: le constructeur de l'avion, Mc-Donnell Douglas, a promis 100% de compensation financière sur les 2 milliards qui lui reviennent. Soit de juteux contrats en perspective pour les entreprises suisses. Or, la «Weltwoche» du 11 mars révèle que la «Maschinenfabrik Bühler AG» d'Uzwil est sur la liste de ces entreprises. Et qu'un membre de son conseil d'administration, le radical Ernst Rüesch, est un des plus fervents supporters du FA-18 au Conseil des Etats.

Plus graves sont les silences de l'ex-divisionnaire Gustav Däniker. Invité par la commission du Conseil des Etats, il a chaudement défendu l'avion américain. Sans dire que son agence de relations publiques (le bureau Farner de Zurich) était sous contrat avec Mc-Donnell Douglas (nos éditions du 5 mars).

Le FA-18 décollera sans doute aujourd'hui. Avec un peu de boue collée aux roues.

**Patrice Favre**

*HEBDO*, janvier 1992

*«Ces coupes peuvent avoir des effets très graves*, affirme Robert Gerbex, secrétaire de la Conférence romande des chefs de l'instruction publique, *mais il faudra attendre cinq ou six ans pour le mesurer.»*

### De 17 à 24 élèves

Plus inquiétant encore, les cantons bloquent leurs effectifs enseignants, quand ils ne suppriment pas carrément des emplois, comme à Berne. Dès lors, on envisage de passer d'une moyenne de 17 à 24 élèves par classe en Valais. Manque de chance, au cours des trois ou quatre ans à venir, le nombre d'élèves à l'école primaire augmentera sensiblement. A l'automne, il faudra trouver de la place pour 1100 élèves supplémentaires dans les écoles vaudoises (800 à Genève). Les instituteurs coinceront les nouveaux venus dans des salles souvent trop petites. On multipliera les classes à deux, voire trois ou quatre degrés, tout en priant pour que le système tienne.

Tout dépendra, en dernier ressort, de la motivation des enseignants à en faire plus avec des moyens réduits. Car la qualité de l'école repose sur leurs épaules. L'an dernier, l'OCDE publiait son premier rapport sur l'état de l'éducation en Suisse. Mais les experts ont eu quelque peine à découvrir, dans les structures en place, les raisons de sa bonne tenue en comparaison internationale. Finalement, comme en désespoir de cause, l'un d'eux pense *«qu'il y a une éthique de l'éducation en Suisse qui pourrait expliquer en partie sa réussite»*. En termes moins savants, on peut dire qu'élèves, parents et enseignants consacrent peut-être plus d'énergie au succès de l'éducation ici qu'ailleurs. Et c'est précisément cette volonté, ce désir de bien faire, que des mesures intempestives pourraient émousser.

***Extrait du texte envoyé à l'»Express» de Neuchâtel par Jean-Marie Pasquier, aumônier à l'Université de Neuchâtel et aumônier FSF.***

*L'histoire serait-elle une pure répétition? C'est avoir bien peu de considération pour tout le chemin parcouru et peu d'estime pour l'Europe en train de se construire que de la comparer à celle d'Hitler et de Mussolini. Si la guerre entre voisins est à ce point fatale, pourquoi ne pas réarmer les cantons suisses? Après tout, le Sonderbund n'est pas si loin!*

*Car au fond, qui voulons-nous défendre et contre quels ennemis? Il n'est plus permis de répondre aujourd'hui à cette question en restant enfermé dans l'horizon étroit d'un pays, et même d'un continent. L'urgence est à la défense, non d'un territoire, mais de l'homme et de ses droits fondamentaux, quel qu'il soit et d'où qu'il soit, à commencer par le plus faible, le plus démuni, le plus menacé. Le bien pour lequel nous avons à nous battre, c'est le droit pour tout homme de vivre dans la dignité. La guerre que nous avons à mener et pour laquelle nous avons à nous armer, c'est la «guerre à la misère» (abbé Pierre), à la faim, à la maladie, à la mort.*

*A-t-on seulement pensé, sans parler des «nouveaux pauvres» de notre pays – ils augmentent chaque jour –, à ce que l'on pourrait réaliser dans un pays du sud, avec le prix d'un seul avion F-18 (environ 100 millions), quand on sait que le budget annuel de la République centrafricaine n'atteint pas les 300 millions? Combien de dispensaires, d'écoles et de centres d'apprentissage? (On nous répond maintenent que de toute façon cet argent ne servirait pas à satisfaire des besoins sociaux, ni ici, ni ailleurs, car il fait partie de l'enveloppe «défense». C'est encore plus grave: que défend-on?)*

*Il est évident que nous sommes ici dans une autre «logique», qu'on pourra bien qualifier de «visionnaire». C'est vrai. Une vision qui va un peu plus loin que la Suisse –|horizon 2000, plus loin même que l'Europe. C'est le monde, la patrie humaine, c'est l'homme. Celui-ci n'est pas une abstraction lointaine, il est tout proche, il frappe à notre porte. Et il n'a que faire de nos F-18.*

L'HEBDO - 16 JANVIER 1992

Reste que le budget scolaire pèse lourd. *«Nous avons choisi un système relativement coûteux, moderne, efficace,* affirme Jean-Paul Forster, président de la Société vaudoise des maîtres secondaires, *nous pourrions envisager des économies, mais pas d'un jour à l'autre».* Les maîtres renvoient la balle à l'administration et lui demandent de commencer par se serrer elle-même la ceinture. *«Septante directeurs de collège pour le canton de Vaud, c'est trop»*, juge Georges Gilliéron, de la Société pédagogique vaudoise. D'autres s'en prennent aux bâtiments et au matériel, souvent excessivement luxueux. Ainsi, Roudy Grob, rédacteur responsable du journal syndical «L'Educateur»: *«On peut renoncer à équiper les classes en informatique, à mettre au point des méthodes sophistiquées, à faire certaines recherches pédagogiques. Ce n'est pas grave. Par contre, des économies sur le nombre d'enseignants sont irréversibles: c'est tout une attitude face aux élèves qui changerait.»*

## Bonnets d'ânes

**■ Berne**
Salaires: 3% de renchérissement pour tous les fonctionnaires.
Effectifs: suppression de 200 classes en quatre ans (dont une trentaine dans le Jura bernois).
Horaires: suppression d'une heure de cours par semaine dans toutes les classes de l'école obligatoire, de 10% des leçons rétribuées par classe dans les écoles normales et les écoles de diplômes (5% pour les gymnases).
Emploi: suppression de 100 à 150 postes selon le département, d'un bon millier selon le syndicat des enseignants.

**■ Vaud**
Salaires: adaptés plus tardivement au renchérissement qu'auparavant.
Emploi: aucun engagement de nouveaux maîtres et suppression de la plupart des postes d'assistants en langues étrangères.
Bâtiments: moratoire des subsides à la pierre et à l'achat de matériel informatique. Limitation des achats de mobilier et de matériel scolaire aux nouveaux bâtiments.
Appuis: diminution des cours intensifs de français donnés aux élèves non-francophones et des cours d'appui aux élèves en difficulté dans les classes primaires.
Fournitures scolaires: réduction de 5% des subventions dans le primaire, de 10% dans le secondaire.
Bac: report du baccalauréat de type artistique.
Horaires: diminution d'une période de l'horaire hebdomadaire dans le secondaire, y compris les deux premières années du secondaire supérieur, et du nombre de cours facultatifs.
Ecolages: doublent dans le secondaire supérieur.
Sorties: diminution de 10% des frais de voyage, de repas, d'hôtel, ainsi que de toute manifestation particulière.
En plus des mesures déjà décidées, le Grand Conseil exige une baisse de 1% de toutes les dépenses. L'administration cherche en conséquence de nouvelles sources d'économies.

**■ Valais**
Le Grand Conseil a décidé d'enlever 18 à 20 millions au budget du Département de l'instruction publique (DIP), dont trois millions dans la masse salariale des enseignants. Une commission interne au Département juge cette dernière mesure inapplicable. Par ailleurs, une commission d'économies mise en place l'été dernier cherche 120 à 150 millions d'économies à réaliser à partir de 1993. Les travaux de cette dernière se poursuivent, mais on sait déjà qu'elle s'achemine vers des économies d'une soixantaine de millions au sein du DIP.
En projet:
– Jardin d'enfants: suppression de la première année.
– Effectifs: passage d'une moyenne de 18 élèves par classes à 24.
– Décharges: suppression de toutes les heures de décharges.
– Appuis: diminution des classes spéciales et des classes d'appui.
– Dentiste: suppression de la prophylaxie dentaire.
– Enseignements spécialisés: suppression des subsides aux communes (gymnastique, travaux artistiques, etc.).
– Bâtiments: abandon du projet de collège à Sierre.
– Restructuration: regroupement des écoles supérieures de tourisme, d'informatique et de cadres, ainsi que des écoles de commerce du Haut et du Bas-Valais.

**■ Genève**
Le Grand Conseil a refusé le budget 92 qu'on lui présentait à la fin de l'an dernier. L'administration prépare en conséquence un budget de crise qu'elle présentera en mars. Dans ces conditions, on imagine mal le parlement accepter la création de postes supplémentaires. Le système genevois d'appuis, où les élèves sont tant que possible maintenus dans leurs classes, mais bénéficient en plus du soutien d'enseignants spécialisés, sera probablement démantelé.

# A nouveaux périls, nouvelles armes

EDITORIAL

JACQUES PILET

**Pas très à l'aise, les sénateurs. Nombre d'entre eux, avant les élections, se disaient opposés à l'achat du F/A-18. Et ont changé d'avis malgré l'extrême impopularité de cette dépense. Il était touchant d'entendre les explications d'un Jacques Martin, conseiller aux Etats vaudois, d'ordinaire attentif aux frémissements de l'opinion, bien sûr profondément attaché aux droits populaires, qui, en cette matière seulement, prône la grande sagesse du Parlement face aux égarements éventuels du peuple.**

**– Les Chambres font bien de laisser retransmettre intégralement leurs débats à la télévision. Chacun peut ainsi juger sans intermédiaire de la façon dont les choses se passent. Et franchement, ce ne fut pas très édifiant. La plupart des intervenants restaient collés à l'argumentation du DMF comme de bons élèves qui auraient appris leur leçon par cœur. Surtout sans se poser de questions dérangeantes.**

**Une fois de plus, on eut le sentiment que le vrai choix émanait des experts spécialisés qui ont convaincu sans trop de**

**Et puis il y a les armes les plus précieuses du peuple suisse: celles de l'intelligence et du savoir. Nous nous tirerons d'affaire dans les durs temps qui viennent en apprenant plus et mieux, en affirmant ici et là d'évidentes supériorités. Mais cela aussi coûte cher et ce même Parlement, irresponsable, a taillé l'an passé dans les crédits de recherche.**

## Une éducation où le plus paumé serait intéressé... serait intéressante...

**Marie-Pierre Walliser-Klunge,** rectrice du gymnase français de Bienne: «Un exemple parmi d'autres: le cours facultatif «Fais l'humour et pas la gueule» est conduit, en petits ateliers, par deux enseignants, un professeur de français et un mathématicien spécialisé en logique. Je vous laisse imaginer ce que ces deux points de vue peuvent apporter de complémentaire, d'original. Or je vais devoir supprimer l'un de ces postes. Ça n'a l'air de rien, dira-t-on, c'est juste un cours «de luxe»... Or c'est peut-être ce que l'école peut offrir de plus précieux. On croit maintenir l'essentiel en maintenant l'obligatoire, mais l'ouverture d'esprit, la créativité, passe justement par ces nouveaux territoires d'expérimentation.»

*Personnaliser l'enseignement: joli concept, mais comment y arriver avec plus d'élèves et moins de profs?*



## Naissances

Jean-Didier, François, Raphaël, né le 23 février 1992, au foyer de **Marylène et Charles Faugère-Favre**, habitant à la route de Cossonay 7, 1303 Penthaz.

Estelle, née le 2 juin 1991, a été adoptée en Haïti par **Marie-Pascale et Maurice Clerc-Roduit**, B.P. 1594, Morne St-Gérard 13, Port-au-Prince, Haïti.

## Erratum

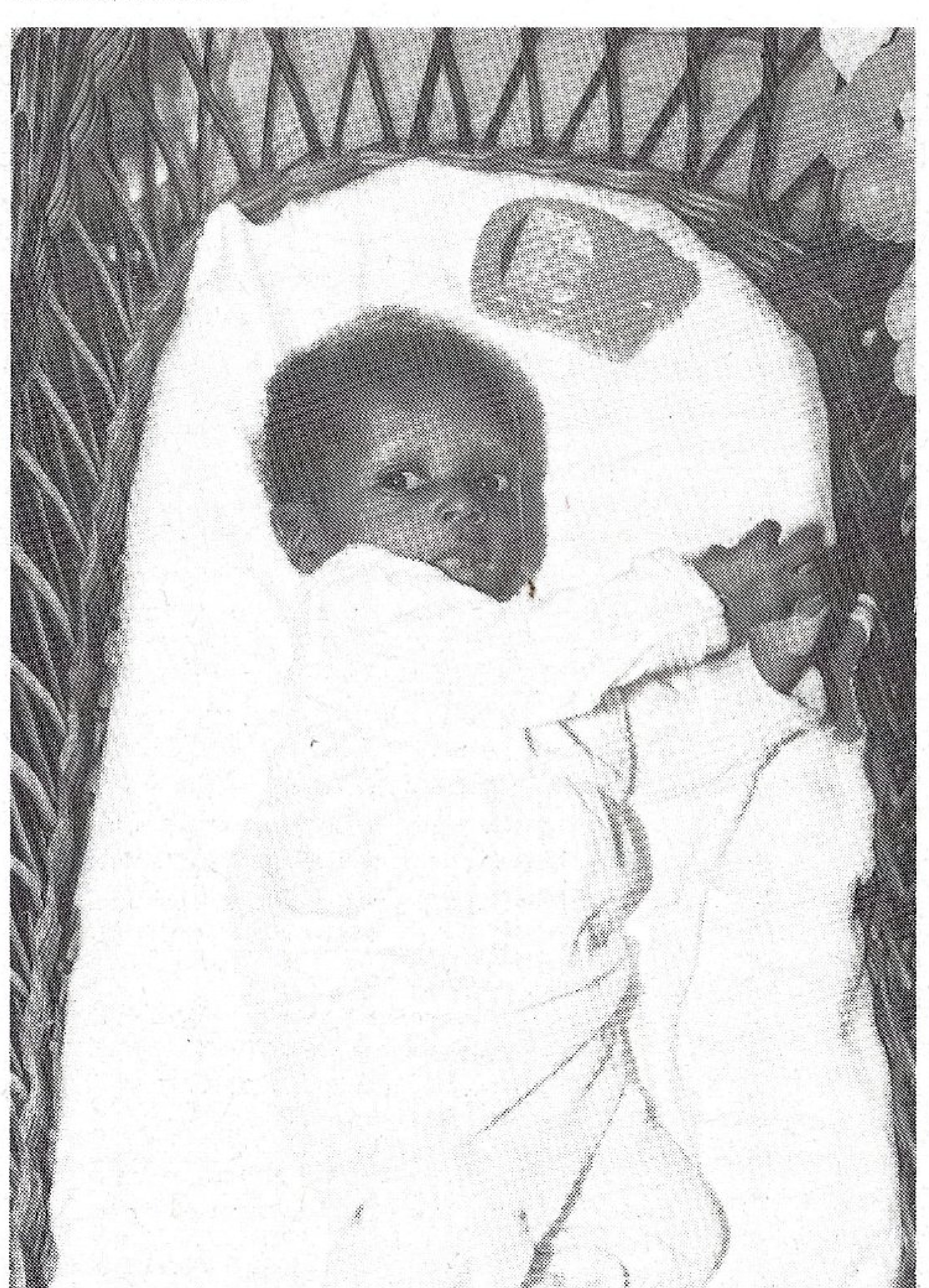
Dans le numéro de février d'Interrogation, il s'agissait du départ d'**Antonio Trotta** et sa famille et non d'Olivier. Adresse: Rua José Cândido Pereira dos Santos, 198, Bairro: Estiva Cidade, Itajuba, MC / Brésil.

Silvio Cavuscens. Son adresse: c/o Coiab, avenue Joaquim Nabuco 1572, Caixa postal 3264, 69003 Manaus, AM/Brésil.

Pierre-Michel Pierroz. Son adresse: c/o Scad Zoméa, B.P. 1607, Bangui, République Centrafricaine.

## La vie, à travers la solidarité... signes de l'échange.

*Thibaut, en Haïti.*



*Marie-Claude et Bonifacio, Bolivie.*







**Où sont les volontaires GVOM actuellement sur le terrain et que font-ils? En voici une vision globale, bien que succinte.**

Commençons par Haïti, où GVOM est présent depuis plus de 25 ans. Même si les activités sont perturbées depuis le coup d'état militaire, elles n'en continuent pas moins, avec cinq volontaires.

Les ateliers-écoles de Camp Perrin sont le lieu de la famille Gattigo, arrivée en 1985. Le projet a pour but de répondre aux besoins en outillage agricole adapté aux conditions du pays et de former des artisans en les appuyant dans leur installation. Nicole a des responsabilités de gestion et d'organisation, tout en formant des Haïtiens à ces travaux, tandis que Franco est enseignant. Il élabore également de nouveaux outils susceptibles d'être fabriqués sur place.

A Port-au-Prince, Marion et Philippe Jaquet sont arrivés en décembre 1990, Marion est responsable de la formation des sages-femmes «traditionnelles» dans un quartier pauvre, un projet qui dépend de l'International Child Care. Les sages-femmes sont très démunies face aux incidents qui peuvent se produire durant l'accouchement. Un élargissement de leur formation qui inclut le suivi de la mère avant et après la naissance est indispensable.

Dans le cadre du GHRAP (Groupe haïtien de recherche et d'action pédagogique), Philippe fait un travail de collecte et d'analyse de données au plan national. Cette documentation permet ensuite un travail de réflexion et d'information, ainsi que d'archivage. Divers groupements populaires bénéficient de ces données pour leur réflexion et leur action. Un projet d'alphabétisation et des enquêtes sur le terrain complètent les activités du GHRAP.

Bernard Zaugg est à Jérémie depuis mars 1986 dans le cadre du GRAMIR (Groupe de recherche et d'appui en milieu rural). Il collabore à un programme qui comporte plusieurs éléments: soutien et appui aux organisations populaires dans leur action au niveau local; stimulation à la rencontre entre secteurs identiques ou de même région pour créer des cadres de réflexion, d'animation ou de formation; offre de divers services, organisation de cours, animation, évaluations; formation de leaders; diverses enquêtes sur les circuits commerciaux locaux.

Ces derniers temps, Bernard participe également activement à l'élaboration d'une plateforme de coordination entre ONG et Suisse. Les objectifs sont d'améliorer la coopération entre elles et une approche renouvelée de leur relation avec les partenaires haïtiens.

Au Nicaragua les premiers volontaires GVOM sont arrivés il y a une dizaine d'années. Cinq personnes sont actuellement sur place, toutes à Managua.

Véronica Pfranger dans le pays depuis mars 1986 apporte un soutien de formation professionnelle dans plusieurs jardins d'enfants. Ces derniers sont gérés de manière autonome par les membres des communautés locales et les parents. Véronica participe à l'encadrement et à la formation des responsables, ainsi qu'à un appui à la création de nouveaux jardins d'enfants. Elle assume également avec beaucoup de disponibilité et d'efficacité un travail de coordination entre les volontaires, les employeurs, le gouvernement et les autres ONG présentes dans le pays.

Anne-Catherine Bickel était déjà sur place en 1988 quand elle a rejoint GVOM. Actuellement elle collabore avec des associations de parents d'enfants handicapés. Le projet a pour but une approche globale des difficultés de leur intégration. Les moyens: cours pour les parents, visites à domicile, activités avec les voisins et les enseignants dans un but de sensibilisation aux difficultés particulières de ces enfants, nombreux au Nicaragua.

Noëlle-Christine Berthod, arrivée en mars 1990 travaille également avec les enfants handicapés, mais pour le Ministère de l'éducation. Si le cadre est différent, les visées sont semblables: donner à l'enfant handicapé une place dans la société, sensibiliser l'entourage, appuyer les parents et leurs associations, formation.

Antonella Borsari avait été active en tant que laborantine dans un hôpital de Managua avant de rejoindre GVOM en août 1991, au moment où elle a été engagée par le Centre national de la femme ouvrière. Situé en zone industrielle, le Centre reçoit des femmes travaillant en usine et assumant souvent seules plusieurs enfants. Les objectifs du centre en quelques mots: planning familial, éducation sexuelle, suivi gynécologique, ainsi qu'une assistance juridique.

Micheline Wanzenried, éducatrice de la petite enfance a choisi de travailler outre-mer après une carrière professionnelle en Suisse. Au Nicaragua depuis l'an dernier elle est active au Centre Rolando Carrazzo dépendant de l'INSSBI (Ministère de la sécurité sociale), qui accueille 120 enfants de 0 à 11 ans; ils sont abandonnés, orphelins ou placés pour mauvais traitements. Elle s'occupe plus spécialement de toutes les activités d'animation hors des périodes scolaires, ainsi que durant les week-ends et les fêtes. Elle assure en parallèle un travail de formation des éducatrices.

En Bolivie, Brigitte Auf der Maur, est depuis 1986 à Cochabamba dans un programme de formation de sages-femmes, dans lequel la préoccupation de prévention sanitaire est essentielle. Le travail est multiple: animation de groupes de prévention, information concernant l'accouchement, l'hygiène, la lactation, le suivi avant et après l'accouchement sans oublier l'élaboration de manuels de formation adaptés.

Liliane Fazan est arrivée en Uruguay en 1986 et collabore à la gestion d'un fonds de micro-projets. Les initiatives populaires sont nombreuses (groupes de quartiers, de femmes, coopératives d'artisanat, jeunes), mais les moyens inexistants. Par un système de prêts, le fonds permet un appui à la création ou au maintien de projets locaux le plus souvent rentables et leur suivi durant la phase de démarrage. Le travail va des premiers contacts avec les groupes requérants, en passant par l'examen des dossiers, la mise en route et la gestion du prêt jusqu'au remboursement.

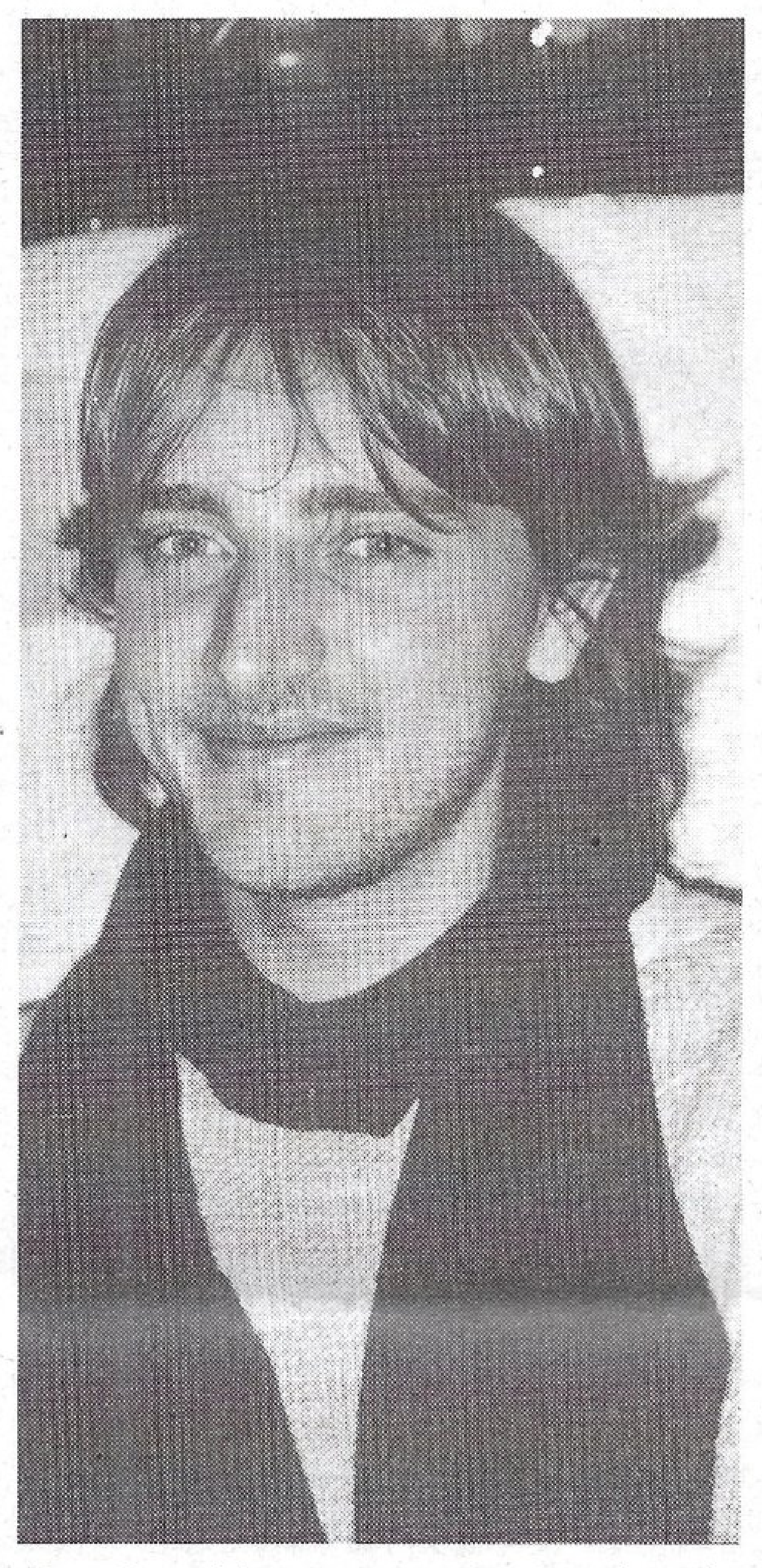
Au Pérou depuis 1987, Liliane Dubois est installée dans une vallée isolée de la région d'Arequipa. Dans deux villages et en collaboration avec des groupes de mères, des instituteurs et d'autres personnes bénévoles, elle participe à diverses activités: création de bibliothèques fonctionnant aussi comme centres d'information, organisation et suivi d'un groupe de promotrices en nutrition infantile, participation aux activités des femmes. L'accent est mis sur la prise en charge des activités par les gens eux-mêmes.

Si vous désirez en savoir plus n'hésitez pas à nous contacter.

*Francis Monot, coordinateur*



# Un service solidaire pour le Nicaragua

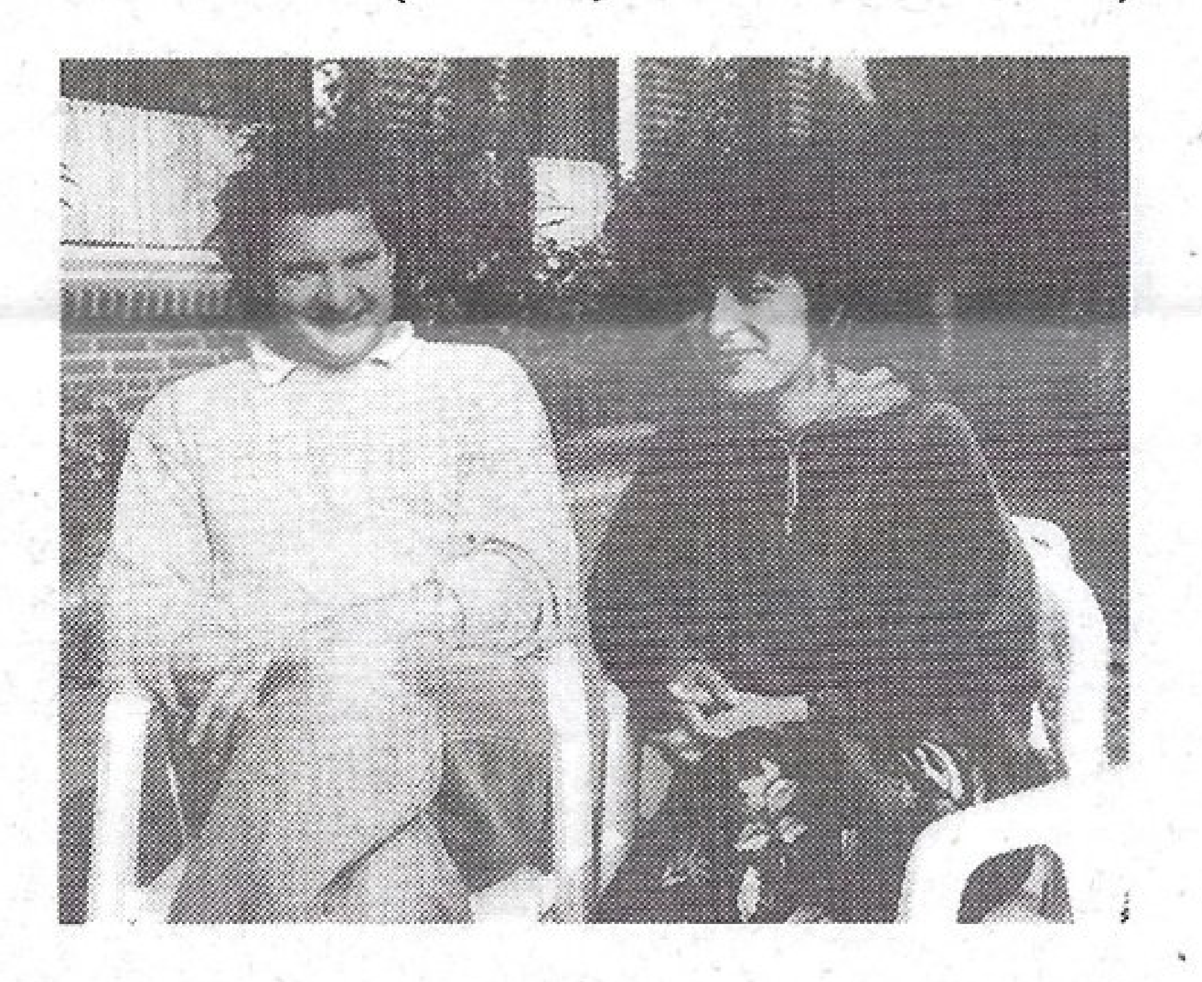


*Jürg Guggisberg, notre nouveau volontaire suisse au Nicaragua.*
(Photo: Jean-Denis Renaud)

Un Suisse va rejoindre l'équipe d'Eiréné au Nicaragua. Accueilli sur place et soutenu par notre coordinateur Peter Hejl, Jürg Guggisberg part dans le cadre des «Services solidaires». Il a trouvé lui-même son projet et a déjà travaillé au Nicaragua. Il est instituteur de formation, a vingt-cinq ans, vient de Bâle et a plusieurs cordes à son arc, puisqu'il joue du violoncelle, du piano et même des cordes... vocales. Il nous explique ci-dessous lui-même ses projets:

«Je pars pour Esteli, dans le cadre de l'Institut de Promotion Humaine (INPRUH). Je devrai essentiellement m'occuper des enfants qui travaillent ou vivent dans la rue. J'ai la chance de ne pas partir dans l'inconnu, car j'ai déjà vécu une période d'essai dans le poste où je vais travailler. Et je peux même dire que certains enfants attendent mon retour. Il s'agit d'une activité d'éducateur de rue avec des jeunes. Mais je devrai aussi rechercher le contact et la collaboration des adultes qui les protègent ou les exploitent, avec leurs parents, s'ils en ont, avec l'administration (la police, par exemple). Je suis sûr que je vais m'enrichir beaucoup dans ces activités basées sur «l'éducation populaire», mais j'espère aussi que ma formation pédagogique pourra être d'une certaine utilité pour mes collègues locaux en recherche de méthodes participatives».

*Peter Hejl, coordinateur d'Eiréné à Managua et son épouse Barbara Wolf.*
(Photo: Jean-Denis Renaud)



# Demandez notre liste détaillée de postes à répourvoir

**Au Nicaragua**

*Formateur/trice en «communication populaire»*, pour une collaboration avec ECOM (Entreprise pour les media et la communication). Chargé de la formation et du perfectionnement dans le domaine de l'imprimerie. Le/la candidat/e doit être sensibilisé à la situation des pays d'Amérique latine et maîtriser l'espagnol.
Lieu: Juigalpa, Chontales.

*Conseiller/ère pédagogique et technicien/ne en écologie*, pour accompagner une équipe travaillant à la réinstallation des indiens Miskitos. Expérience de travail dans un pays du tiers monde, capacités techniques et administratives, très bonne connaissance de l'espagnol. A Waspam, sur le Rio Coco, durée: trois ans.

**Au Niger**

*Informaticien/ne* pour participer à la réforme du système scolaire en mathématiques (niveau primaire). Ingénieur système, bonne maîtrise de Page Maker (IBM), goût pour la mise en page, connaissance de Corell Draw et Paint Brush appréciée. Traitement de la production de la Cellule de mathématiques (90% des activités) et dépannage des problèmes de dix micro-ordinateurs IBM pc compatibles, formation d'un homologue. Deux ans, dès que possible à Niamey.



# LE CAFE MAX HAVELAAR
## un café équitable

### Un label "équitable"

Max Havelaar est le nom d'un personnage de roman hollandais qui a dénoncé, vers 1860, l'oppression exercée sur les javanais par les hollandais. La Fondation Max Havelaar distribue un label répondant à des critères semblables à ceux des Magasins du Monde. Le café portant ce label peut être vendu dans tous les commerces. La Fondation Max Havelaar n'a pas pour but d'importer elle-même du café mais de distribuer ce label aux torréfacteurs qui acceptent de s'adresser à des groupes de producteurs dont la liste est fournie par la Fondation.

MIT DEM PLUS FÜR ALLE · A OGNUNO DI PIÙ · UN PLUS POUR CHACUN
MAX HAVELAAR




*Tous les cafés des Magasins du Monde portent le label MAX HAVELAAR* — *Photo Ph. Maeder*

### Un soutien aux petits producteurs

Pour obtenir le label Max Havelaar, les torréfacteurs doivent s'adresser à des associations **de petits producteurs** dont la liste est fournie par la Fondation. Ces associations

- *doivent être organisées démocratiquement et rester ouvertes à tous nouveaux producteurs à condition qu'ils souscrivent aux objectifs de l'association,*
- *regroupent des producteurs qui cultivent sur un terrain d'un maximum de 5 ha., ou s'ils possèdent des surfaces plus importantes, que leur présence soit profitable aux petits producteurs,*
- *doivent permettre de renforcer l'autonomie des producteurs par de l'aide au niveau de crédits, de transports, d'assistance technique, etc.,*
- *doivent promouvoir des actions au niveau de la santé, de l'éducation et du rôle de la femme dans la société.*

### Des exigences strictes pour les torréfacteurs

**Les torréfacteurs et les distributeurs doivent acheter directement auprès des groupes inscrits dans le registre des producteurs de l'Association Max Havelaar. Celle-ci vérifie que ses exigences sont respectées. Les torréfacteurs doivent:**

- ***payer le prix du café au prix du marché mondial sans réduction. Les producteurs peuvent décider du moment de fixation du prix ,***
- ***octroyer un surplus de 10% au maximum lorsque le prix mondial est bas,***
- ***respecter le prix plancher fixé par la Fondation,***
- ***offrir aux groupes de producteurs des facilités de crédit pour permettre aux associations de payer les producteurs rapidement,***
- ***s'engager, auprès des associations de producteurs, à garantir les achats et les livraisons et, à long terme, envisager la signature de conventions.***

### L'Association Max Havelaar/Suisse

L'Association Max Havelaar/Suisse s'est constituée ce printemps. Elle est composée des organisations de développement telles que Swissaid, Helvetas, Pain pour le Prochain, EPER, etc.
Elle a pour but de distribuer le label Max Havelaar aux torréfacteurs et distributeurs qui répondent aux critères mentionnés ci-contre. L'Association prélève Fr. 0,30 par kilo de café vendu pour son fonctionnement.
Elle espère conquérir 5% du marché du café dans les 3 prochaines années.

### Les Magasins du Monde ont atteint un but

Les MdM participent au lancement du café Max Havelaar:

- ***parce que l'expérience hollandaise a montré que la vente d'un café équitable dans les commerces traditionnels permet de passer ainsi de 0,2% de vente du café (par les MdM) à 2,5% (vente dans tous les commerces),***
- ***parce que la Hollande, la Belgique - la France et l'Allemagne prochainement - vendent des cafés portant le label Max Havelaar,***
- ***parce qu'il est évident que c'est un «aboutissement» de leur action - le commerce équitable est reconnu, accepté et la demande du consommateur pour ce genre de produits est suffisante pour que ceux-ci se vendent dans le commerce traditionnel,***
- ***parce que les petits producteurs peuvent enfin livrer des quantités qui deviennent commercialement intéressantes et que Max Havelaar permet à près de 300'000 producteurs de toucher un revenu équitable.***

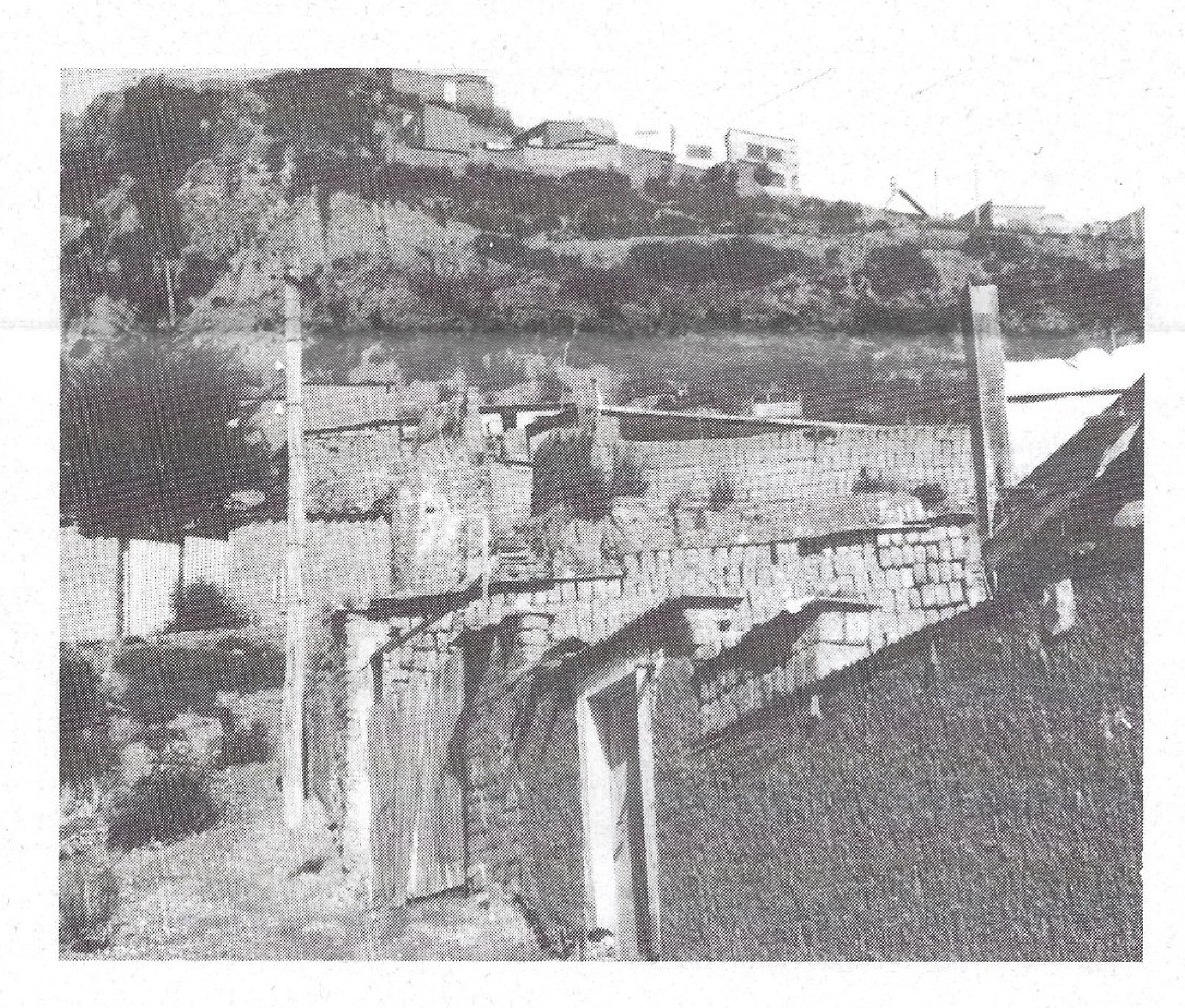
***Le label Max Havelaar n'est toutefois pas la panacée: tant que le marché mondial n'intégrera pas des règles éthiques, celui-ci restera fondamentalement injuste. Des accords internationaux doivent donc être conclus dans cet esprit.***



**Brigitte Mercado-Auf der Maur est sage-femme. Elle fait un travail de formation avec les accoucheuses traditionnelles à Cochabamba, Bolivie. Nous vous donnons ici de larges extraits de son rapport d'activités (septembre 90-octobre 91). Le texte original est en espagnol.**

La situation en Bolivie continue d'être difficile. Les taux de morbidité et mortalité sont toujours alarmants. (...) Dans les quartiers et les villages il y a très peu de contrôles de grossesse, c'est-à-dire qu'on ne voit les femmes enceintes qu'une ou au maximum deux fois pendant toute leur période de gestation. Nous ne parlerons pas du contrôle après l'accouchement parce qu'il n'est pour ainsi dire jamais fait. Selon le Dr W. Salinas, directeur de l'hôpital «German Urquido», 80% des accouchements se passe à la maison et seulement 20% arrivent dans un centre médical. De ces 20%, la majorité sont des complications graves.

Un autre problème très grave est l'avortemnt provoqué par des personnes non formées qui ne connaissent habituellement pas l'anatomie humaine, et ne savent pas non plus stériliser les instruments (pas toujours adéquats) qu'elles utilisent; parfois elles se servent aussi de bâtons ou d'autres objets. Les complications de ces actes sont les hémorragies incœrcibles qui conduisent à l'hystérectomie ou peuvent provoquer une infection jusqu'à une péritonite qui peut entraîner la mort. Et il y a toujours plus de jeunes femmes qui meurent pour ces raisons. (Un de ces cas m'a beaucoup impressionnée: une jeune de 17 ans qui est morte il y a deux semaines et à qui j'ai pu rendre visite un jour avant sa mort). L'avortement a beaucoup augmenté avec la crise. Toutes ces raisons nous motivent vraiment à former un groupe conscient et responsable qui essaie de collaborer avec la population, c'est-à-dire que les accoucheuses puissent être des personnes qui conscientisent les femmes de leur quartier, et elles doivent être celles qui savent prévenir les complications. Notre but est que l'accoucheuse traditionnelle soit le lien efficace entre le personnel médical et la patiente. Si l'accoucheuse a confiance en elle, et s'il existe une relation amicale, l'accoucheuse va pouvoir transmettre cette confiance. C'est pour cela que le travail de l'accoucheuse joue un rôle très important dans la population.



Nous avons commencé le mois de septembre en élaborant et structurant le programme et le plan de travail. Depuis le mois d'octobre nous avons réalisé des visites à domicile, au total 309 visites dans les différents quartiers. C'était dur de marcher au soleil, en se brûlant, en se couvrant de poussière, en se trempant sous la pluie, mais nous avons réussi à inviter 89 personnes aux réunions qui ont eu lieu à différentes dates. Dans ces réunions nous avons parlé de l'horaire, de la durée des cours, nous avons analysé le programme avec le groupe. Elles avaient envie de commencer rapidement les cours, alors nous nous sommes décidées pour la date du 3 novembre. Le rythme des cours et l'horaire se sont maintenus jusqu'à présent. Les accoucheuses ont élaboré un règlement interne pour respecter les horaires et les tâches qu'elles se sont données; de cette manière nous apprenons aussi à être responsables, à répondre aux objectifs du cours, à montrer aux femmes enceintes notre sérieux, et ainsi gagner la confiance de la communauté. (...) Actuellement le groupe est constitué de 21 personnes, ce qui est un groupe assez grand. (...)

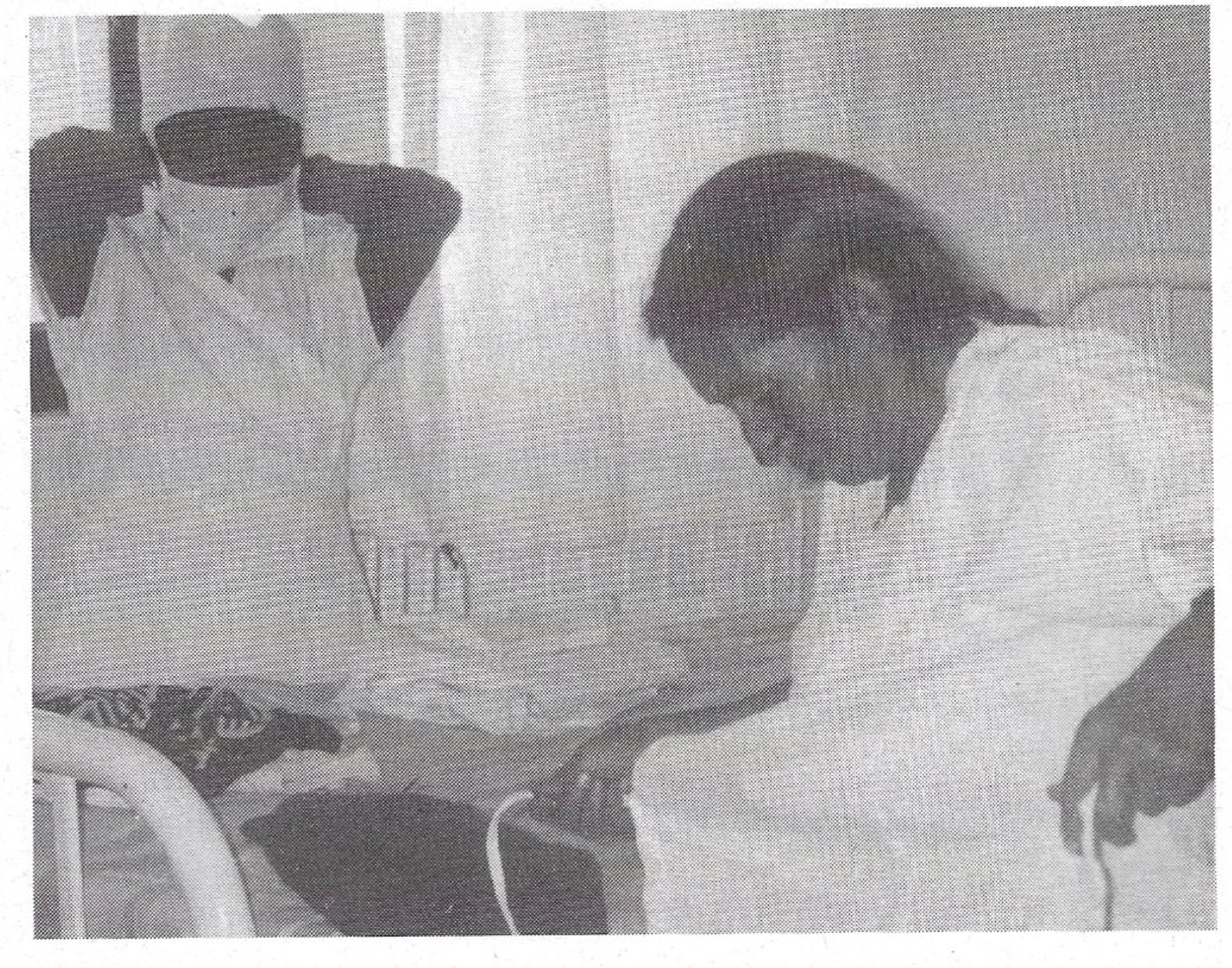




Normalement nous avons une semaine de cours, c'est-à-dire lundi, mardi, jeudi et vendredi, les après-midi. Parfois nous prenons un jour complet pour des travaux communs de recherche, d'échange, et pour récupérer le temps passé dans d'autres activités, afin d'approfondir un sujet. Les jours entiers sont très profitables, nous y avons appris à partager, à nous connaître, à approfondir l'amitié au sein du groupe lui-même. Pendant la semaine où nous n'avons pas de cours, nous faisons de la pratique à l'hôpital, ou nous visitons les femmes enceintes à leur domicile. (...)

Le groupe même est très hétérogène; il y a des personnes qui ne savent pas écrire, ou qui ont de la peine, d'autres sont agents de santé, aides infirmières, il y a également une étudiante, des mères de famille. Au début j'ai pensé que l'unité serait impossible, mais le temps nous montre que cette diversité est positive parce qu'on s'entraide entre voisines, on se complète et il y a un échange intéressant. Quant à l'âge des accoucheuses, il y a aussi de grandes variantes; il y en a une qui est déjà grand-maman, certaines ont de grands enfants, d'autres de petits enfants; l'une d'entre elles est célibataire.

En décembre, nous avons supprimé une semaine de cours, parce que la majorité des dames essaient de gagner quelques sous en vendant un jouet, un pantalon, etc... La réaction du groupe a été forte et unie: «Nous ne pouvons pas perdre une semaine, il faut trouver une solution», ont-elles dit, et elles ont décidé de faire un jour entier de cours afin de rattraper le temps perdu. Ce mois j'ai également voulu prendre une semaine de vacances pour mettre mes notes à jour et terminer quelques travaux, mais le groupe n'était absolument pas d'accord et a dit: «Nous ne voulons pas perdre le rythme, nous devons continuer, il nous manque encore beaucoup». Il y a une envie d'avancer, et un désir d'apprendre et de découvrir. En même temps elles commencent à se sentir plus responsables. Elles m'amènent leur patientes pour les évaluer ensemble, quelques-unes ont commencé à avoir des craintes quand elles n'ont pas fait l'anamnèse ou si elles n'ont pas bien examiné la patiente; ça veut dire qu'elles commencent à se sentir plus responsables, parce qu'elles disent qu'elles n'avaient jamais ressenti ça auparavant.



A fin février nous avions réussi à faire le tour de tous les sujets: anatomie générale, alimentation, hygiène, maladies fréquentes dans la zone (...). Normalement j'ai essayé de prévoir assez de temps pour pouvoir bien expliquer et approfondir les thèmes. Avec ce système nous avons eu l'occasion de partager chacune nos expériences, et d'apprendre ainsi les unes des autres. L'objectif général est: donner une connaissance de base pour que l'accoucheuse apprenne par elle-même et pour qu'elle sache diffuser et transmettre ce qu'elle a reçu; elle doit aussi connaître beaucoup de choses pour pouvoir prévenir les maladies et les complications. Un autre objectif est de prendre confiance, apprendre à s'exprimer devant un groupe, ne plus avoir peur. En mars nous avons constaté, après une évaluation, que nous devons répéter et revenir sur certains sujets. (...)

Nous avons eu un moment très drôle quand nous avons enseigné les exercices pour les femmes enceintes. Certaines avaient honte, d'autres n'osaient pas se lancer; une des accoucheuses (la plus âgée du groupe) nous a complètement surprises quand un jour, après avoir tout observé, elle a attaché sa jupe et a commencé à pratiquer ces exercices. C'était un exemple pour toutes et elle a encouragé ses compagnes à participer. C'était vraiment une belle semaine avec beaucoup de joie et de rires. (...)

Nous avions fait des évaluations individuelles après chaque semai-



ne de cours, pour voir ce qu'elles ont capté et ce qu'on doit approfondir. Comme nous l'avons déjà dit, nous avons aussi utilisé différents jeux pour évaluer leurs connaissances. Avec ces évaluations nous avons vu qu'il y a des sujets qui demandent plus de temps et une autre méthodologie pour qu'elles puissent mieux comprendre. Ce n'est pas facile de transmettre de nouvelles connaissances, et les accoucheuses ont de la peine à enregistrer et mémoriser. Elles sont occupées par leurs familles et leurs obligations, et normalement ne prennent pas le temps de repasser leurs leçons. Beaucoup d'entre elles n'ont pas terminé l'école primaire et c'est un gros effort que de s'asseoir et apprendre; mais en voyant l'ensemble du développement du cours nous pouvons affirmer qu'il existe un intérêt croissant; elles ont besoin d'un peu d'encouragement qui les stimule continuellement pour continuer. Jusqu'à présent nous avons bien avancé, malgré quelques obstacles que nous rencontrerons toujours. L'important, c'est que l'intérêt vienne d'elles et que nous essayions de suivre leur propre rythme sans les forcer. (...)




Le projet marche assez bien. Nous sommes avec des accoucheuses de différentes communautés. Mais par contre mon travail de supervision est rendu difficile par les longues distances que je dois parcourir pour arriver dans le quartier de chaque accoucheuse. Parfois c'est difficile de parvenir à leur maison. Il y a des transports, mais ils tardent beaucoup et ainsi on perd beaucoup de temps en chemin, et il n'est pas possible d'atteindre plus d'un ou deux quartiers par jour. Pour ces raisons, s'il y a une patiente dans certains quartiers nous ne pouvons pas toujours y aller ensemble pour l'examiner et, comme je n'ai pas de téléphone ni de moyen de transport, je ne peux pas non plus intervenir en cas d'urgences et/ou de complications. Comme nous l'avons déjà dit nous avons le problème du temps. Il ne s'agit pas seulement d'un travail d'enseignement. Nous savons que les accoucheuses vivent avec d'énormes difficultés économiques et sociales. Nous avons besoin de temps pour écouter les problèmes des accoucheuses et aussi de la population. Et souvent il n'y a pas de solutions. Nous essayons d'aider moralement et, si possible, nous regardons si quelqu'un peut aider d'une manière ou d'une autre. Ces problèmes sont si complexes qu'ils demandent du temps et nous n'arrivons pas toujours à atteindre nos objectifs à 100%. Mais c'est un point très important pour nous justement pour gagner la confiance de la communauté. Si nous gagnons la confiance des accoucheuses dans leur milieu, nous pourrons atteindre nos objectifs. Mais comme vous le savez, il faut du temps.

Une autre difficulté, c'est que les accoucheuses traditionnelles ne sont pas bien vues par le personnel médical. On parle toujours mal d'elles parce qu'on dit qu'elles font des choses qu'elles ne devraient pas faire. Le ministère a donné des cours de formation aux accoucheuses traditionnelles, mais elles ont fait une formation de dix jours seulement, et les médecins n'ont jamais accepté ce travail. Maintenant pour nous, la difficulté c'est de gagner leur confiance, et démontrer qu'il peut y avoir des personnes engagées, responsables, et qui essaient de collaborer dans le but commun d'améliorer le service materno-infantile. Mais c'est très difficile, même avec le personnel médical du Dispensaire Paroissial nous nous heurtons à ce genre de problème. Nous avons aussi eu beaucoup de difficultés à la maternité à cause de ce même problème. Le personnel médical et administratif les a traitées assez mal, comme si elles étaient des servantes ou des objets inutiles. Nous avons parlé avec l'infirmière chef et avec le directeur pour trouver des solutions à ces discriminations qui empêchent les accoucheuses de prendre confiance. Il y a de la part de la direction de l'hôpital un intérêt à travailler ensemble, pour cela je crois qu'avec le temps nous pouvons espérer qu'ils acceptent les accoucheuses traditionnelles comme faisant partie du personnel de santé. (...)

*Brigitte Mercado-Auf der Maur*

## DIS!... TU M'ÉCOUTES?

A la sortie d'un spectacle pour enfants et adultes…

C'était «*Pianoche*» à Lausanne (très bon), Jean-Sébastien Bach apparaît de temps en temps au travers d'un miroir sans teint…

«Dis maman, Bach, c'est lui qui a inventé Mozart?…»

**Rédaction:**
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

**EIRENE**
**Service chrétien international pour la paix**
**Comité suisse**
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

**FSF**
**Frères sans frontières**
Case postale 26
CH-1702 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

**GVOM**
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

**Changement d'adresse:** prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

**INTERROGATION** parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

**Impression / composition:** Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

JAB